

<https://divergences.be/spip.php?article4047>



L'Etat antisocial de Trump

- Aujourd'hui - 2025 - Avril 2025 - Aujourd'hui les USA -

Date de mise en ligne : mercredi 26 mars 2025

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

Origine [Dissent](#)



Melinda Cooper

L'administration tente de mettre hors d'état de nuire les organes de redistribution et de protection sociale de l'État, tout en exploitant ses vastes pouvoirs bureaucratiques pour réduire au silence, menacer et expulser les citoyens.

Mars 2025

Après seulement deux mois, tous les doutes concernant le contenu de la seconde présidence de Donald Trump ont été dissipés.

Le projet "[Mandate for Leadership : Projet 2025](#) de *Heritage Foundation* a produit un Trump beaucoup plus incisif que la première fois.

Il a trouvé le moyen de transformer les poussées d'enthousiasme du président en une source constante d'énergie et d'organiser ses bulles de pensée en un récit séquentiel. Le *Projet 2025*, le vrai nom du programme appliqué contient un plan de reconstruction de l'État américain à partir de la base. Mais pour y parvenir, il faut d'abord surmonter les obstacles créés par l'État existant et ses fonctionnaires.

Un refrain revient sans cesse : abolir l'État administratif.

Le rapport chuchote à l'oreille du président à chaque instant, en lui expliquant comment il peut utiliser le pouvoir exécutif pour "licencier des bureaucrates fédéraux soi-disant "irré récupérables", fermer des bureaux et des offices gaspilleurs et corrompus, museler la propagande mensongère à tous les niveaux du gouvernement, restaurer l'autorité constitutionnelle du peuple américain sur l'État administratif et, ce faisant, économiser un nombre incalculable d'argent des contribuables".

Le projet 2025 se prête à toutes les fantaisies des membres du cabinet de M. Trump, une coterie d'investisseurs de fonds privés et de fondateurs d'entreprises ayant des liens privilégiés avec l'industrie des combustibles fossiles, l'immobilier et la Silicon Valley.

Le mode d'emploi du projet :

- montre comment le président pourrait ouvrir les terres fédérales aux prospecteurs de combustibles fossiles et faire activement obstruction à tout progrès en matière d'atténuation du changement climatique.
- Il montre comment la Réserve fédérale pourrait abandonner sa fonction de prêteur en dernier ressort et permettre un retour à la banque libre, avec de l'or ou un autre équivalent de matière première (peut-être une crypto-monnaie) servant de garantie à la monnaie émise par le secteur privé.
- Il montre également comment le ministère du logement et du développement urbain pourrait vendre les derniers logements sociaux du pays et refuser de soutenir les emprunteurs à faibles revenus.

Entre-temps, le président est invité à dissoudre la *Federal Deposit Insurance Corporation* (l'agence gouvernementale indépendante chargée de prévenir les retraits bancaires) et le Consumer Financial Protection Bureau (l'agence qui a récemment étendu la réglementation anti-fraude au secteur de la finance numérique).

Le projet 2025 représente l'apothéose de l'État antisocial : une forme d'État qui s'est retirée de la tâche d'assurance sociale et qui a placé tout son appareil administratif entre les mains d'un petit groupe de partenaires commerciaux riches.

Mandate for Leadership est le neuvième d'une série de manuels présidentiels publiés par la *Heritage Foundation* depuis 1981. Leurs thèmes directeurs sont monotones : s'attaquer au gonflement du gouvernement, réduire les réglementations et dégraisser la gauche. Avec plus de 900 pages, le *Projet 2025* rivalise avec le livre de poche remis à Reagan en 1981. Mais ce qui distingue vraiment cette version des précédentes, c'est l'hypothèse d'un soutien judiciaire vigoureux.

Au cours de son premier mandat, Donald Trump a nommé à la Cour suprême trois nouveaux juges approuvés par la [Federalist Society](#) [1]. Il travaille désormais avec une majorité conservatrice de 6 contre 3 qui lui a accordé l'immunité présidentielle contre les poursuites pénales pour les actes s'étendant au "périmètre extérieur" de sa fonction. Les pages du *Projet 2025* sont truffées de réflexions absconses sur le droit constitutionnel, probablement illisibles pour le grand public. Mais elles ont un sens pour quiconque connaît la critique judiciaire de l'État administratif formulée par la *Federalist Society* et la théorie du pouvoir exécutif unitaire qui lui est étroitement liée.

Datant du début du vingtième siècle dans son usage américain, l'"*État administratif*" est un terme d'art juridique utilisé pour la première fois par les réalistes juridiques pour décrire le type de bureaucratie gouvernementale exigé par une société moderne et industrielle. Les progressistes considéraient le New Deal comme le point culminant du droit administratif moderne. Pour les conservateurs juridiques et les libertariens, le terme sert de raccourci pour tout ce qui ne va pas avec l'État contemporain.

L'offensive réactionnaire juridique

Ces dernières années, l'assaut judiciaire contre l'État administratif est passé à la vitesse supérieure. Le juriste libertarien Philip Hamburger, professeur à l'université de Columbia, a joué un rôle essentiel dans cette escalade. Dans [Is Administrative Law Unlawful](#) (La loi administrative est-elle illégale ?) à son réquisitoire de 2014 contre la tyrannie administrative, Hamburger compare le pouvoir des régulateurs étatiques modernes à la prérogative royale dans l'Angleterre du XVIIe siècle.

Au cours de la première année de mandat de Trump, Hamburger a fondé la [New Civil Liberties Alliance](#), un cabinet d'avocats d'intérêt public qui prétend "protéger les libertés constitutionnelles contre les violations de l'État administratif". La NCLA intente des procès contre des agences gouvernementales telles que la Securities and Exchange Commission (SEC) et l'Environmental Protection Agency (EPA), en remettant en cause la jurisprudence établie sur la délégation par le Congrès du pouvoir réglementaire aux agences administratives (la doctrine dite de non-délégation) et sur la chaîne de commandement appropriée entre les tribunaux et l'administration (la question de la déférence judiciaire).

Avec un professeur d'université à sa tête, la NCLA cultive un air de grande impartialité. Pourtant, un examen de son dossier suggère qu'elle joue un jeu orchestré de *tag team* avec le très partisan [Cause of Action Institute](#), un cabinet d'avocats ayant des liens étroits avec [Americans for Prosperity](#), financé par les Koch ([Multimilliardaires](#)). En 2024, les deux cabinets ont plaidé chacun une affaire - Loper Bright Enterprises v. Raimondo et Relentless, Inc. v. Department of Commerce - qui a conduit conjointement à la défaite historique de la déférence Chevron, [2] doctrine obligeant les tribunaux à s'en remettre à l'interprétation des lois fédérales par les agences administratives. En conséquence, l'autorité ultime pour résoudre les conflits d'interprétation - en matière de changement climatique ou de fraude financière, par exemple - revient désormais aux tribunaux fédéraux. Tout prospecteur de pétrole ou gestionnaire de fonds spéculatif mécontent peut contester la compétence d'une agence sur ses transactions commerciales et s'adresser à une Cour suprême réceptive en tant qu'arbitre final du litige.

La NCLA est une sorte de "who's who" de l'establishment juridique réactionnaire. Son président et directeur juridique, Mark Chenoweth, a été conseiller juridique interne de Koch Industries. Parmi les membres de son conseil d'administration figurent Gary Lawson, membre fondateur de la Federalist Society et critique libertarien de la première heure de l'État administratif, et Eugene Volokh, autre éminent juriste libertarien et pilier de la Federalist Society, entre autres. Collectivement, ils espèrent achever le travail inachevé de la révolution Reagan. Ils vouent une vénération particulière à l'héritage d'Edwin Meese III, qui fut le principal conseiller de Reagan lors de son premier mandat, puis le procureur général lors du second. (M. Lawson a récemment participé à la rédaction d'une hagiographie qui établit une filiation directe entre M. Meese et les juges nommés par M. Trump à la Cour suprême aujourd'hui).

[<https://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH98/1742310509meesebanner-5ea64.jpg>]

Donald Trump décerne la médaille nationale de la liberté à l'ancien procureur général Edwin Meese

Meese a été à la fois le principal facilitateur interne de l'attaque de Reagan contre la réglementation gouvernementale et l'un des premiers mécènes de la Federalist Society (Société fédéraliste). À la tête du ministère de la justice, il s'est associé à d'autres hauts fonctionnaires de Reagan pour faire obstruction à l'EPA et à l'Occupational Safety and Health Administration et pour repousser les actions en justice des avocats libéraux spécialisés dans les questions d'intérêt public. Tandis que les personnes nommées par Reagan menaient une guerre de procédure contre les portefeuilles sous leur contrôle, Meese a profité de sa position d'attorney general pour exposer une critique constitutionnelle radicale du pouvoir administratif.

Dans un discours prononcé devant la Federal Bar Association en 1985, Meese s'est plaint que les agences administratives avaient usurpé les pouvoirs des branches législative et exécutive en s'arrogeant le droit d'interpréter et d'appliquer librement les lois fédérales. Il a qualifié cette mission administrative de violation de la séparation des pouvoirs prévue par la Constitution. Les agences fédérales, a-t-il déclaré, ne sont pas "quasi" ceci ou "indépendantes" cela. En vertu de la stricte séparation des pouvoirs, les agences fédérales ne peuvent être que des "agents de l'exécutif", et le pouvoir exécutif n'appartient qu'au président. Sous la direction de Meese, le ministère de la Justice est devenu un refuge pour les partisans de l'"exécutif unitaire", une théorie qui gonfle la clause dite de dévolution de l'article II de la Constitution pour attribuer au président des pouvoirs suprêmes, semblables à ceux d'un roi.

Malgré les ambitions de Meese de refaire le droit constitutionnel, c'est sur le front judiciaire que la révolution Reagan

a finalement échoué. Les membres du cabinet Reagan ont utilisé toutes les astuces procédurales possibles pour mettre hors d'état de nuire des agences fédérales décriées telles que l'EPA, mais l'attaque de la droite contre l'État administratif s'est heurtée à un mur devant les tribunaux. Comme l'a déploré un théoricien juridique conservateur, les tribunaux étaient devenus un "partenaire de gestion de l'État administratif moderne".

Près d'un demi-siècle plus tard, la Federalist Society possède pratiquement la Cour suprême. Sa majorité conservatrice est bien au fait de la critique constitutionnelle de l'État administratif et a approuvé presque toutes les affaires préparées par les avocats de l'intérêt public de droite. Dans trois affaires récentes - *Lucia v. SEC*, *SEC v. Jarkesy* et *Loper Bright* -, la Cour a considérablement réduit le pouvoir indépendant des agences d'émettre, de juger et d'appliquer des mesures de protection des consommateurs, quelles qu'elles soient. Ces décisions exposent tous les régulateurs fédéraux à un champ de mines de litiges futurs.

Le projet 2025 en action

Entre-temps, les théoriciens juridiques de droite ont affiné les prémisses de la théorie de l'exécutif unitaire et élargi sa portée pour exiger une déférence législative aussi bien qu'administrative à l'égard du président. Plus récemment, les chercheurs du *Center for Renewing America* (fondé par Russell Vought, coauteur du projet 2025, en 2021) ont évoqué l'idée que l'article II de la Constitution confère au président le droit d'annuler ou de bloquer les fonds alloués par le Congrès, c'est-à-dire de défaire des agences ou des programmes à sa guise. Dans le passé, M. Trump a refusé de dépenser des fonds approuvés par le Congrès.

Elon Musk compte sur lui pour refaire la même chose, cette fois-ci à une échelle beaucoup plus grande, avec l'aide de ses pouvoirs de saisie nouvellement inventés. Pour que Trump puisse le faire légalement, il faudrait une révision de la loi de 1974 sur le contrôle des saisies ; les juristes conservateurs estiment qu'ils disposent des arguments constitutionnels nécessaires pour y parvenir. Clarence Thomas, Neil Gorsuch, Brett Kavanaugh et Amy Coney Barrett ont tous émis des avis approuvant une certaine version de la théorie de l'exécutif unitaire. Il reste à voir jusqu'où ils iront pour valider les fantasmes de l'exécutif de Trump.

Deux mois après le début du second mandat de Trump, la seule véritable surprise est l'omniprésence d'Elon Musk. Cette fois, Trump a pris une forme trinitaire : le père erratique a envoyé son fils Musk pour microgérer son travail sur terre, tandis que X insuffle l'esprit trumpien dans la chair de ses partisans. Le résultat, malheureusement, est un Trumpisme beaucoup plus puissant.

Malgré tout son nihilisme, le *Projet 2025* est bien plus qu'un guide de démolition du gouvernement. Il s'attache autant à reconstruire l'État qu'à le déconstruire : dans ses pages, nous trouvons les grandes lignes d'une théorie d'extrême droite du pouvoir d'État dans laquelle les formes les plus "paléo" de pouvoir personnel et autocratique émergent de la terre brûlée du libertarianisme économique.

Le trumpisme révolutionnerait le monde pour réinventer les structures sociales les plus archaïques, un monde perdu de subordination raciale, sexuelle et de classe. Comme tout projet de conservatisme révolutionnaire, il a besoin d'une nouvelle constitution et d'une nouvelle épistémologie. L'interprétation constitutionnelle est écartée au profit d'une fabulation pure et simple. Le savoir expérimental est traité comme une menace existentielle pour le pouvoir, à remplacer autant que possible par un dogme théocratique et un décret présidentiel (voir l'attaque extraordinaire de Trump contre les sciences de la vie).

Tout aussi sûrement qu'il veut neutraliser les bras redistributifs et protecteurs de l'État, le *Projet 2025* veut exploiter ses vastes pouvoirs bureaucratiques pour réduire au silence, menacer et expulser. Et il entend consolider ces pouvoirs sous l'autorité personnelle du président. Le rapport recommande la suppression des médicaments abortifs

et la décriminalisation des manifestations devant les cliniques d'avortement. Il appelle à la militarisation de la frontière et à une expansion spectaculaire des centres de détention pour migrants. Il demande que l'*ICE* (Immigration and Customs Enforcement' en charge des frontières) soit autorisé à recourir à l'"expulsion accélérée" contre les sans-papiers dans tout le pays. Avec l'arrestation et la tentative d'expulsion de Mahmoud Khalil, étudiant à l'université de Columbia et détenteur d'une carte verte, nous avons la confirmation que Trump est prêt à aller beaucoup plus loin.

L'attaque de Trump contre le complexe fédéral de sécurité est le signe le plus effrayant de ses intentions autoritaires. En purgeant le Pentagone et le FBI de leurs hauts fonctionnaires et en les remplaçant par des cercles concentriques de loyalistes, Trump cherche à prendre personnellement en charge le monopole de l'État sur la violence, ce qui lui permet de déchaîner sa puissance de feu sur tous ceux qu'il désigne. En bref, il tente de construire ce que l'on peut véritablement appeler un État profond - une chambre d'écho sans fenêtre, aussi désolée qu'une salle de bains de Mar-a-Lago jonchée de documents classifiés et habitée par un déséquilibré.

Où est la résistance ?

Où va la résistance face à une agression écrasante ? Les démocrates ont envisagé toute une série de réponses législatives à la mainmise de la droite sur la Cour suprême, parmi lesquelles le regroupement des tribunaux, la limitation des mandats, le contrôle éthique et l'examen indépendant et bipartisan des nominations judiciaires. Quels que soient leurs mérites, ces propositions sont gelées dans un avenir prévisible. M. Biden est parvenu à nommer des démocrates dans les tribunaux fédéraux inférieurs, mais cette mesure ne peut que faire gagner du temps pendant que les tribunaux attendent que la Cour suprême se prononce sur leur sort.

En attendant, les démocrates se mobilisent au niveau des États. Le **Projet 2025** transfère une grande partie des responsabilités en matière de santé publique et de gestion des urgences aux gouvernements des États, transformant les États bleus et leurs procureurs généraux en un pare-feu évident contre les assauts de Trump. Mais la vraie question est de savoir si les démocrates sont à la hauteur de la tâche à accomplir.

L'hyperactivisme républicain a le don de pousser les libéraux dans une position défensive, ne leur laissant d'autre choix que de défendre le statu quo. La défense de l'expertise technique et des normes procédurales est essentielle. Mais elle n'est guère suffisante pour répondre à un processus d'attrition qui dure depuis des décennies et qui a vidé les fonctions sociales et redistributives de l'État et renforcé son pouvoir punitif. Ce n'est pas non plus une réponse efficace à l'extrême droite révolutionnaire. L'immobilisme est une stratégie perdante face à un ennemi qui déplace constamment le sol sous nos pieds.

Il est utile de se souvenir d'un moment où l'assaut contre l'État administratif était mené par la gauche, et non par la droite. Tout au long des années 1970, les militants de gauche et les avocats libéraux spécialisés dans les questions d'intérêt public ont mené une campagne offensive pour occuper et transformer l'État administratif à partir des marges. Informés par les politiques minoritaires de la Nouvelle Gauche, ces militants étaient troublés par le rétrécissement de la promesse initiale du New Deal : les agences fédérales créées pour surveiller les grandes entreprises étaient devenues de simples auxiliaires du complexe industriel de la guerre froide, pleinement complices de la destruction de l'environnement ; les services sociaux de tout le pays avaient importé les pratiques racistes du Sud pour exclure et policer les pauvres noirs des zones urbaines.

Pour contrer ces tendances, les militants de la nouvelle gauche ont adopté une stratégie de travail "dans et contre" l'État, c'est-à-dire qu'ils ont cherché à élargir les horizons de la protection sociale et du protectionnisme de l'État tout en affaiblissant ses pouvoirs de discipline sur les pauvres. L'aile libérale de ce mouvement s'est tournée vers les tribunaux pour forcer la main aux administrateurs gouvernementaux : les avocats de l'intérêt public ont obtenu des

décisions historiques dans le domaine de la protection sociale et du droit de l'environnement, en invoquant souvent une vision exaltée des droits constitutionnels pour étayer leurs revendications. Sur leur gauche, les militants du mouvement pour les droits sociaux et la justice noire avaient une compréhension plus pragmatique et agonistique du pouvoir de la loi et restaient sceptiques quant à la relation confortable entre les avocats d'intérêt public et les donateurs de l'élite. Dans un cas comme dans l'autre, leurs efforts combinés ont permis de remodeler en profondeur le champ de l'action administrative, obligeant l'État à assumer de nouvelles responsabilités vis-à-vis de l'environnement, des consommateurs ordinaires, des assistés et des minorités raciales.

Cette histoire permet de clarifier un aspect du mouvement juridique de droite qui est régulièrement occulté dans sa propre narration. Comme l'a noté le politologue Steven Teles, c'est l'assaut de la gauche contre l'État administratif de l'après New Deal qui a poussé les conservateurs juridiques à agir en premier lieu. Alors que le révisionnisme de droite traite l'État administratif et le "wokeism" comme une seule et même chose, un zoom plus attentif révèle un moment où la gauche menait la lutte pour occuper et transformer la bureaucratie gouvernementale. La nouvelle gauche a traité l'État administratif comme une zone de combat, et non comme un terrain neutre d'arbitrage démocratique. Pendant un certain temps, elle a réussi à déplacer le front de la bataille de la distribution à l'intérieur de l'État. C'est cette incursion que les contre-révolutionnaires légaux combattent depuis lors, même si tout opposant actif a disparu depuis longtemps.

Vers un 'État antisocial néolibéral

Nous avons affaire aujourd'hui à une forme d'État très différente. L'État social keynésien tardif, avec toutes ses contradictions, a été remplacé par l'État antisocial néolibéral - un État qui a réduit ses fonctions de redistribution, converti une grande partie de son volet social en fonctions punitives et carcérales, privatisé ou externalisé le plus grand nombre possible de ses services et multiplié ses garanties aux opérateurs privés. Il s'agit d'une forme d'État qui abandonne les personnes peu ou pas rémunérées à leur propre sort, tout en les incluant dans ses filets en tant que débiteurs permanents et générateurs de revenus tels que les droits de péage, les loyers, les factures de services publics et les intérêts des dettes d'études. Dans sa forme la plus inclusive de "troisième voie", l'État néolibéral crée des "marchés sociaux" qui se substituent à l'assurance sociale : en d'autres termes, au lieu de souscrire et d'égaliser les risques supportés par les citoyens ordinaires, il incite les assureurs privés ou les gestionnaires d'actifs à exploiter ces services à des fins lucratives.

C'est ce modèle de politique sociale appauvrie qui a inspiré la loi sur les soins abordables d'Obama ou la législation de Biden sur les infrastructures et l'énergie (bien qu'il ne faille pas oublier les éléments véritablement progressistes de ces deux agendas). Les assureurs privés de santé et les méga gestionnaires de fonds communs de placement tels que *BlackRock* étaient les alliés naturels de cette forme de capitalisme néolibéral.

Les libertariens radicalisent les tendances antisociales de l'État néolibéral. Ils sont déterminés à détruire non seulement les derniers vestiges de la protection sociale du New Deal, mais aussi le modèle néolibéral des marchés sociaux subventionnés par l'État. Pendant les années Obama, les Tea Partiers ont attaqué le marché de l'assurance privée de l'ACA [3] comme s'il s'agissait du socialisme incarné. Sous MAGA, l'ire s'est déplacée vers *BlackRock*, le plus grand gestionnaire d'actifs au monde et l'un des principaux bénéficiaires de l'État démocrate de dé-risque, prétendument réveillé. Trump menace à présent d'abandonner la loi de Biden sur la réduction de l'inflation, ainsi que tous ses sous-traitants du secteur privé. Le plus choquant est peut-être qu'il a réduit les subventions des Instituts nationaux de la santé, qui alimentent le pipeline de l'innovation biopharmaceutique depuis Reagan. Il devient de plus en plus clair que la guerre contre le "capitalisme éveillé" n'était pas qu'une simple mise en scène. Les sbires de Trump sont réellement prêts à démolir des secteurs économiques entiers - les sommets mêmes du capitalisme néolibéral - pour élever leur propre faction de partenaires d'investissement privés, de fondateurs d'entreprises et d'actionnaires majoritaires.

Il reste à voir jusqu'où la guerre contre le "Woke capitalisme " peut être poursuivie sans provoquer une récession totale (ou une révolte intra-capitaliste). Ce dont nous pouvons être sûrs, cependant, c'est que les alliés commerciaux de Trump seront épargnés par le traitement d'austérité du DOGE. Comme le montrent clairement le raid de Musk sur le Trésor et les tentatives de Trump d'interférer avec la Réserve fédérale, les libertariens ne veulent pas réellement abolir l'État, et encore moins les pouvoirs fiscaux et monétaires massifs incarnés par le Trésor américain et la Réserve fédérale.

Au lieu de cela, ils veulent réduire considérablement le champ des bénéficiaires à un petit groupe de capitalistes privés ultra-riches (fondateurs d'entreprises ou propriétaires majoritaires) et de gestionnaires de fonds privés dans le monde de la crypto-monnaie, de la sécurité, de l'immobilier et des combustibles fossiles. Ce groupe de personnes est si restreint que nous connaissons leurs noms ; leurs visages sont littéralement estampillés sur leurs propres pièces de monnaie émises à titre privé, qui devront sans aucun doute être renforcées par la Réserve fédérale en temps voulu. Rarement le pouvoir capitaliste aura été aussi personnel, mais aussi massivement gonflé par les deniers publics.

Que pourrait signifier travailler "dans et contre" l'État aujourd'hui, alors que tant de personnes sont incluses à un seul endroit, en tant que générateurs de revenus pour des intérêts privés subventionnés par l'État ? Cela a-t-il un sens de travailler "dans et contre" l'État lorsqu'il s'agit de services purement punitifs tels que la police et les prisons ? Restera-t-il un État pour résister une fois que Musk aura accompli sa mission ? Il me semble que nous ne pouvons pas nous permettre de laisser l'État tranquille tant que nous sommes pris dans ses filets en tant que complices passifs ou victimes de l'immense concentration des richesses. Musk a clarifié une chose une fois pour toutes : le libertarianisme ne libère personne de l'État. Il détruit simplement les derniers vestiges de l'État social, installant à sa place une forme intensément autocratique et patrimoniale d'État, dans laquelle la subordination personnelle est imposée à tous les niveaux de la société.

La lutte pour la répartition dans et contre l'État reste donc plus urgente que jamais, même si l'hybridité des relations de pouvoir actuelles complique la question de la stratégie. En fonction de l'objectif de l'intervention, les efforts pour travailler dans et contre l'État peuvent porter sur des formations néolibérales, libertaires ou sociales-démocrates résiduelles. À différents niveaux de gouvernement, des régimes politiques et partisans distincts peuvent être en vigueur, ce qui fait du choix de l'échelle et de la cible un élément important de toute stratégie de gauche.

Les fonctionnaires, dernier rempart ?

Pour l'instant, les travailleurs fédéraux sont en première ligne de l'offensive trumpienne. Non seulement ils administrent des programmes que les républicains détestent, mais leur statut même de travailleurs du secteur public au cœur du gouvernement fédéral (un employeur DEI avant la lettre) les place dans la ligne de mire. Les défis auxquels sont confrontés les syndicats fédéraux à l'heure actuelle sont immenses.

Pourtant, leur position au centre névralgique du secteur public américain offre également des opportunités uniques. La longue attaque de la droite contre l'État administratif s'est toujours appuyée sur une indifférence largement partagée à l'égard des détails des dépenses publiques. L'attaque pouvait être poursuivie tant que les gens étaient convaincus que "leurs" impôts étaient protégés contre les dépenses publiques en faveur d'autres personnes qui n'en bénéficiaient pas. Comme l'ont montré d'innombrables études, les électeurs républicains à revenu faible ou moyen vivent dans un état de dissonance cognitive : ils considèrent leur propre sécurité sociale, Medicaid et les prestations des anciens combattants comme des revenus gagnés, ignorant apparemment que toute réduction significative du budget fédéral devrait viser ces postes budgétaires en particulier.

À cet égard, la volonté de Musk de s'attaquer à l'administration de la sécurité sociale à peine un mois après le début de la présidence de Trump suggère un manque flagrant de prévoyance tactique. Le projet risque de se retourner

contre lui en rendant les choses trop personnelles, trop vite, pour trop de gens, y compris l'électeur moyen de Trump.

Il n'est pas nécessaire de chercher bien loin pour trouver un précédent à ce type de changement de sentiment public. Comme nous le rappelle Eric Blanc, la longue vague de militantisme des enseignants des écoles publiques qui a débuté en 2018 s'est déroulée dans des conditions tout aussi peu propices. Le cycle d'action a pris naissance en Virginie-Occidentale, un État de droit au travail solidement rouge où les grèves des employés du secteur public étaient illégales.

Cette campagne a été couronnée de succès en grande partie parce qu'elle a refusé d'accepter le récit de l'incapacité fiscale de l'État. En s'adressant aux parents et aux élèves en tant qu'"usagers" des services publics, qui risquaient de perdre autant que les travailleurs à cause de l'austérité financière, les enseignants ont empêché l'État d'utiliser des tactiques de division et de conquête et ont neutralisé efficacement l'interdiction légale de leur action de grève. Un élément crucial de la campagne a été la rédaction d'une proposition de budget alternatif pour l'État, recommandant de mettre fin aux avantages fiscaux très généreux accordés par l'État aux entreprises pétrolières et gazières. En intégrant dès le départ une contestation de la politique budgétaire de l'État dans leur campagne, les enseignants ont pu transformer la signification de l'action industrielle, qui est passée d'une crise négociée à une véritable bataille sur les priorités en matière de dépenses.

L'expression "négocier pour le bien commun" décrit une stratégie dans laquelle les travailleurs établissent un lien entre leurs revendications salariales immédiates et les questions plus larges de répartition des dépenses publiques et de la fiscalité. Cette stratégie a connu un succès notable dans le mouvement syndical du secteur public et au niveau du gouvernement de l'État. Elle doit encore être étendue au secteur privé, où l'illusion de l'indépendance des entreprises vis-à-vis de l'État prévaut toujours, ou même au secteur public fédéral. Toute extension à ce niveau reste extrêmement difficile. Ironiquement, Musk a toutefois rendu un service utile en réunissant ces différents sites de travail sous un même chapeau organisationnel.

Il est évident, par exemple, que le type de tactiques de destruction et de brûlage actuellement déployées à l'encontre des travailleurs fédéraux est identique à celles subies par les travailleurs de la technologie de la Silicon Valley au cours des dernières années de licenciements massifs. Mais au-delà de cela, que sont les employés de Tesla ou de X aujourd'hui si ce n'est des travailleurs fédéraux ?

Que sont les utilisateurs de X si ce n'est des clients d'une infrastructure publique - le bras propagandiste de l'État patrimonial ? Lorsque l'exécutif de l'entreprise contrôle les leviers du Trésor, il est difficile de maintenir le prétexte que le secteur technologique représente de quelque manière que ce soit la source de l'initiative privée, indépendante du gouvernement. Par inadvertance, Musk a fait plus pour mettre en évidence les points communs entre les travailleurs du secteur privé et ceux du secteur public que n'importe quel organisateur syndical dans l'histoire récente. Il reste à voir comment ces opportunités pourraient être exploitées par un mouvement syndical naissant des grandes entreprises technologiques et des travailleurs fédéraux.

Le logement, une occasion de lutte

Une implication importante du cadre de négociation pour le bien commun est que la lutte pour la répartition peut surgir de n'importe quel aspect de notre vie quotidienne dans lequel les décisions de dépenses du gouvernement jouent un rôle essentiel. Au cours des dernières décennies, la politique fiscale et monétaire a cherché à gonfler les prix de l'immobilier et à supprimer les salaires. Les pressions se sont accentuées depuis la pandémie de coronavirus, les locataires supportant le poids des hypothèques en souffrance et de la hausse des taux d'intérêt. Le mode d'occupation du logement est un facteur de plus en plus important dans la stratification des classes : les revendications salariales ne signifient rien si elles ne tiennent pas compte de la part croissante des salaires versée aux propriétaires. C'est pourquoi les syndicats de locataires qui se sont multipliés dans tout le pays ces dernières

années peuvent être considérés comme une extension logique du mouvement syndical renaissant.

Un développement particulièrement prometteur dans ce domaine est l'adoption de tactiques qui vont au-delà des propriétaires individuels pour cibler les régulateurs gouvernementaux chargés de soutenir leurs hypothèques ou de garantir leurs risques d'une manière ou d'une autre. En octobre 2024, les habitants de deux immeubles de Kansas City ont entamé une grève des loyers historique, exigeant à la fois de leurs propriétaires et de l'Agence fédérale de financement du logement (FHFA). Coordonnés par la Fédération des syndicats de locataires récemment créée, les grévistes exigent que la FHFA impose un plafonnement des loyers et un entretien régulier à tout propriétaire bénéficiant de garanties de prêt fédérales par l'intermédiaire de Fannie Mae ou de Freddie Mac.

Dans le cours normal des choses, les propriétaires peuvent compter sur les chèques de loyer collectifs envoyés par les résidents pour rembourser leurs emprunts. L'attente de la conformité des locataires fonctionne comme une sorte de garantie sociale ; c'est ce qui permet au propriétaire d'acheter la propriété en premier lieu et d'augmenter les loyers lorsque les taux d'intérêt augmentent. De même, les locataires peuvent pousser un emprunteur au bord de l'insolvabilité en refusant collectivement de payer leur loyer. Si le prêt est garanti par une agence gouvernementale, c'est l'État qui, en fin de compte, est responsable de l'argent dû. Il peut soit négocier avec les locataires et restructurer le prêt, soit transférer l'hypothèque impayée dans son bilan, assumant ainsi de facto la propriété publique du bien en question.

À ce stade, les locataires sont dans une position beaucoup plus forte pour exiger que le bâtiment soit maintenu indéfiniment en tant que logement public. Le directeur de la Tenant Union Federation, Tara Raghuvver, explique que l'objectif est d'obliger les régulateurs fédéraux à réorienter leurs interventions de sauvetage et de régulation au service des locataires plutôt que des promoteurs immobiliers. Chacune de ces interventions que le régulateur fédéral ou les GSE [entreprises parrainées par le gouvernement] pourraient prendre pour protéger le propriétaire et son investissement, devient une occasion pour nous d'intervenir et de dire : "Protégez les locataires".

Bien que parfaitement adaptée aux conditions de l'administration Biden, la tentative d'établir des points d'ancrage fédéraux pourrait s'avérer plus difficile à mettre en œuvre à l'ère de DOGE. Ailleurs, cependant, les syndicats de locataires ont poursuivi des stratégies similaires au niveau de l'État et de la municipalité, en particulier dans les villes plus anciennes qui ont encore des lois de protection des locataires dans les livres. En 2019, une coalition de militants new-yorkais a contribué à l'adoption de la loi sur la stabilité du logement et la protection des locataires de l'État de New York, une loi qui empêche les propriétaires d'expulser en série des résidents pour contourner les lois sur la stabilisation des loyers. Dans les villes de Californie, les syndicats de locataires mènent une campagne similaire contre l'Ellis Act de l'État, qui permet aux propriétaires de faire faillite de manière stratégique afin d'expulser les locataires. En avril 2024, les membres de l'association des locataires de Hillside Villa à Los Angeles ont mis fin à une grève des loyers de quatre ans, après avoir obtenu le renouvellement pour dix ans de la convention d'accessibilité de leur immeuble.

Cette victoire n'a été que partielle : Les locataires de Hillside Villa voulaient que le conseil municipal de L.A. reprenne possession de leur immeuble par le biais de l'expropriation, un objectif qu'ils ont failli atteindre. En fin de compte, les victoires législatives visant à plafonner les loyers et à limiter les expulsions ne peuvent être que les premières étapes d'une stratégie visant à redonner aux résidents le pouvoir de créer de l'argent public et d'émettre des titres de créance. Pour soulager véritablement la crise du logement, les villes et les États doivent être contraints d'utiliser leurs pouvoirs d'émission de dette municipale ou étatique pour créer et entretenir des logements sociaux, au lieu de subventionner des promoteurs immobiliers comme Donald Trump.

Les avocats en lutte

Bien sûr, nous savons que Trump va sévir contre les syndicats et d'autres formes d'organisation, ce qui confère une

nouvelle urgence aux types d'activisme qui ciblent le système de justice pénale "d'en bas". Dans un article récent sur les retombées de la prise de contrôle de la Cour suprême par la droite, Amna A. Akbar nous invite à recentrer notre attention sur les juridictions inférieures, où d'innombrables personnes sont confrontées à la force brute de la loi dans leur vie de tous les jours. Nous ne pouvons pas faire grand-chose contre l'annulation par la Cour suprême du moratoire sur les expulsions liées au coronavirus ou contre le plan d'annulation de la dette étudiante de M. Biden, mais il existe de nombreuses possibilités d'intervenir dans les tribunaux de première instance, où des personnes sont expulsées, expulsées et criminalisées chaque jour pour des dettes impayées. Akbar identifie l'émergence d'un nouveau type d'activisme "au sein et à l'encontre des tribunaux" dans le sillage des manifestations contre la violence policière raciale.

Cet activisme s'éloigne du formalisme juridique pour intervenir de la manière la plus matérielle dans les mécanismes du pouvoir judiciaire. Ses tactiques vont de l'acte ostensiblement passif de témoigner, comme dans le cas du tribunal et de l'observation des flics, à des actions coordonnées pour mettre un terme aux procédures d'expulsion ou bloquer les arrestations de sans-papiers dans les palais de justice. Elle inclut des formes d'entraide militarisées telles que les fonds collectifs de cautionnement qui empêchent les tribunaux de condamner les accusés indigents à la détention préventive. Dans l'ensemble, écrit Akbar, "les manifestations qui se déroulent à l'intérieur et à l'extérieur des tribunaux semblent liées comme des points stratégiques, faisant partie d'une lutte croissante sur la valeur de la procédure légale et de l'égalité juridique pour les gens ordinaires - ou même un rejet de l'État de droit dans cette démocratie bourgeoise".

On peut soutenir que les avocats commis d'office occupent une position charnière critique entre l'État, les tribunaux et l'accusé. Leur embauche par l'État est censée garantir un droit constitutionnel à l'assistance d'un avocat, tel qu'énoncé dans l'arrêt Gideon de 1963. Pourtant, le sous-financement chronique et la surcharge de travail les transforment en rouages du système, plus souvent employés pour entériner des accords de plaidoyer que pour offrir une véritable représentation à leurs clients.

À ce titre, la récente recrudescence de la syndicalisation des avocats commis d'office progressistes représente une nouvelle source d'influence inestimable dans les luttes de la gauche contre l'État carcéral. Les défenseurs publics du comté de Los Angeles ont été les premiers à se lancer lorsque leur syndicat, organisé par la Fédération américaine des employés de l'État, des comtés et des municipalités, a été reconnu par le comté en 2018. Les défenseurs publics du Connecticut, de Pennsylvanie, du Colorado et de New York ont depuis emboîté le pas. Pour la plupart, les personnes à l'origine de ces efforts de syndicalisation sont des compagnons de route du mouvement plus large en faveur de la justice raciale. Ils sont tout aussi soucieux de lutter pour des réformes structurelles du système de justice pénale que pour de meilleurs salaires et conditions de travail.

À cet égard, ils suivent le modèle établi par l'Association of Legal Aid Attorneys of New York (ALAA), le premier (et jusqu'à récemment le seul) bureau de défenseurs publics syndiqués du pays. L'ALAA a mené cinq grandes grèves entre 1970 et 1994, exploitant sa capacité à fermer le système judiciaire de la ville pour négocier un meilleur financement et une meilleure représentation des clients. Le syndicat a perdu une grande partie de son pouvoir de négociation à la fin des années 1990, lorsque le maire Giuliani a créé une série de bureaux de défenseurs à but non lucratif pour concurrencer ses services. |

Il est donc significatif que le Bail Project, récemment syndiqué, soit issu des Bronx Defenders, l'une des organisations à but non lucratif mandatées par Giuliani pour saper l'ALAA. Lorsque le taux de syndicalisation atteint un seuil critique, les défenseurs publics disposent d'une arme unique dont aucune autre catégorie de travailleurs ne jouit : en retirant collectivement leur travail, ils peuvent fermer l'ensemble du système judiciaire. Si elle est déployée en solidarité avec le mouvement syndical dans son ensemble, cette arme pourrait être cultivée comme un instrument permettant d'influencer les décisions sur la manière dont les fonds publics sont alloués et sur le lieu où ils le sont : vers les institutions carcérales ou vers de meilleures écoles, de meilleurs soins de santé et de meilleurs logements sociaux.

Le patrimonialisme est une réponse à la dévastation causée par l'État antisocial. Il enseigne aux subordonnés que leur seul espoir de sécurité réside dans le patronage du patron ou du propriétaire. Toute loyauté est canalisée vers le haut, et toute obligation réduite à la forme individuelle ou familiale de la dette du ménage. C'est une forme d'État qui ne tolère qu'un seul type de solidarité horizontale : celle entre frères qui se disputent la bienveillance du chef de l'exécutif. Trump incarne ce style de pouvoir comme personne d'autre. Le fait qu'il ait réussi à réduire le Parti républicain à un essaim de fraternités guerrières, suspendues à chacun de ses mots, défie toute comparaison historique. Mais le personnalisme envoûtant de Trump peut aussi masquer la vulnérabilité du projet. Pour que le trumpisme se maintienne en tant que mouvement populaire, les relations patrimoniales de hiérarchie et de dépendance doivent être reproduites à tous les niveaux de la société, du foyer au lieu de travail.

Les formes horizontales de solidarité telles que les grèves sur le lieu de travail, les grèves des loyers et les fonds de cautionnement constituent une menace existentielle pour ce projet, car elles offrent une sécurité en dehors des limites du clientélisme. En transformant la responsabilité individuelle en crédit collectivisé, les grèves pour dettes de toutes sortes offrent une libération au moins temporaire du chantage de la dépendance personnelle. Ces actions sont précieuses non seulement en elles-mêmes - en tant qu'efforts ponctuels pour augmenter les salaires et réduire les loyers - mais aussi en tant qu'incubateurs d'un nouveau type de relation sociale. La lutte contre l'extrême droite n'exige rien de moins.

Post-scriptum :

*Melinda Cooper travaille à l'école de recherche en sciences sociales de l'université nationale australienne. Elle est l'auteur de Counterrevolution : Extravagance and Austerity in Public Finance (2024).
Hiver 2025*

[1] organisation américaine de droite conservatrice qui préconise une interprétation rigoriste et originaliste de la Constitution des États-Unis. cf wikipedia

[2] Les agences n'ont pas de compétence spéciale pour résoudre les lois ambiguës. C'est le travail des tribunaux. Une citation de John G. Roberts, juge et président de la Cour suprême des États-Unis
<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2084196/cour-supreme-etats-unis-chevron-doctrine-deference> l'approche des plaidoiries devant la Cour suprême, en janvier dernier, le New York Times a révélé que les avocats représentant les pêcheurs du New Jersey étaient affiliés à un lobby financé par le président du conseil d'administration de la multinationale pétrochimique Koch Industries, Charles Koch

[3] La loi sur les soins abordables (ACA) permet à un plus grand nombre de personnes d'accéder à l'assurance maladie. Utilisez le marché de l'assurance maladie de l'ACA pour trouver des options d'assurance maladie plus abordables.